1

C'est pourquoi ils ont toujours exercé des pressions sur l'Algérie pour l'amener à faire des concessions sur son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui. Ils accentuent ces pressions chaque fois qu'ils pensent que l'Algérie peut céder en raison de ses problèmes internes. Ils l'ont fait pendant les années 1990 et le font aujourd'hui que l'Algérie est en effervescence sur le plan interne et dans l'expectative devant l'inconnue libyenne. En somme, pour préserver la stabilité du Maroc, ils sont prêts à sacrifier celle de l'Algérie.

Justement dans quelle mesure le conflit libyen peut-il amener l'Algérie à accepter la normalisation sans règlement des questions en suspens entre les deux pays ?

Je ne dispose pas de toutes les données sur cette question, mais je pense que l'Algérie, en n'engageant pas un contact avec le Conseil national de transition de Benghazi, a perdu une opportunité de jouer les bons offices et de préserver ses intérêts dans la Libye de demain quelle qu'en soit l'issue. Le Maroc le fait, c'est plus aisé pour lui. Il le doit à son alliance et à son engagement pro-occidental dans ce conflit mais il est aussi servi par le fait que géographiquement il ne risque pas de subir les mêmes dommages collatéraux que l'Algérie.

Croyez-vous que cela risque d'avoir des répercussions sur la question du Sahara occidental sachant que le Maroc persiste avec son projet d'autonomie élargie que rejette le Polisario ?

Vous savez, le système onusien ne fonctionne pas comme une bulle et le rapport des forces en son sein n'est pas figé et peut évoluer en fonction des intérêts et des conjonctures. Si on en juge par celui du moment, il n'y pas beaucoup d'options. Ou bien les membres permanents estiment que la conjoncture dans notre région est délicate et appellent le Maroc à se conformer à la légalité internationale ou bien, et pour les mêmes raisons, ils exerceront de fortes pressions sur les Sahraouis pour les amener à accepter le plan marocain.

Les Américains, les Français et les Espagnols sont favorables aux thèses marocaines, mais devraient être un peu plus vigilants et mesurer que cette attitude nuit aux intérêts stratégiques de notre pays qu'ils ont réduit en moins de dix ans au rang de supplétif dans la lutte contre le terrorisme international et à un réservoir énergétique.

Pourquoi devraient-ils changer leur façon de faire avec nous de ces 10 dernières années ?

Parce que l'Algérie est en train de changer et que son opinion publique est plus pragmatique, les crises ça forme une société. Le pouvoir politique doit se préoccuper de la mesure de son opinion publique que celle que donne le satisfecit des puissances occidentales. Les centres de décision dans la hiérarchie civile et militaire sont moins figés et plus pragmatiques et rien n'indique qu'il faut exclure la perspective de radicalisation de la position de l'Algérie si elle venait à être soumise à un chantage des grandes puissances. Je pense qu'elles font une erreur d'évaluation sur la réalité de la capacité des Algériens à préserver le consensus sur l'essentiel surtout en situation de crise. C'est d'ailleurs un trait marquant de notre doctrine en matière de politique extérieure d'autant que la conjoncture est délicate pour tous devant une sorte d'accélération de l'histoire dont personne ne maîtrise ni le rythme ni la densité.

B. T.

La forte communauté marocaine de Belgique ébranlée par l'attentat

Les radios communautaires dont essentiellement El Manar et la foultitude de revues spécialisées, de news ou de journaux en ligne belgo-marocains ne parlent que de ça, de ce qui s'est passé à Marrakech, de l'attentat. La Belgique, où une forte communauté marocaine et ou/d'origine marocaine (environ deux cent mille à Bruxelles), est concernée de près par le carnage.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Tout d'abord du fait de l'existence d'une forte population mixte belgo-marocaine. Beaucoup de réseaux liés à Al-Qaïda, aux GIA algérien et de djihadistes de la guerre d'Afghanistan sont, régulièrement, démantelés à Bruxelles. Et les accointances avec les Belges d'origine marocaine sont avérées. L'on se souvient de l'affaire Belliredj, ce Belgo-Marocain confondu par le renseignement belge pour préparation d'attentats visant l'Algérie.

Aujourd'hui, il est entre les mains de la police et de la justice marocaines. Une procédure compliquée — extradition ou pas — vers la Belgique est déclenchée depuis.

La deuxième raison d'inquiétude belge est que Marrakech est une destination prisée par les touristes du plat pays. Les Belges s'y rendent régulièrement et y ont élu, pour beaucoup, demeure.

Achat de maisons anciennes ou maisons antiques ou dans les promotions immobilières modernes, le Belge, notamment le passionné et le moyennement fortuné, aiment bien Marrakech et ses secrets. La troisième, sans doute, la plus sérieuse de toutes, raison de l'angoisse du royaume (de Belgique), est que Bruxelles la marocaine abrite l'essentiel des institutions européennes et de l'Otan. Qui dit Otan dit, nécessairement, répliques de Aqmi, et qui dit Aqmi dit Maghreb, et qui dit Maghreb dit Maroc. Qui dit mieux ? Ou pire.

A. M.

ATTENTAT À MARRAKECH

La piste d'Al-Qaïda

Les autorités marocaines exploraient hier «toutes les pistes y compris celle d'Al-Qaïda» dans l'enquête sur l'attentat non revendiqué, perpétré la veille contre un café très fréquenté du centre de Marrakech, et dont le nouveau bilan est de 15 morts.

Photo : DR

L'agence marocaine de presse MAP a diffusé un nouveau bilan officiel de 15 morts, contre 16 auparavant donné par un responsable de l'hôpital Ibn Tofail de cette ville à 350 km au sud de Rabat. Ce dernier avait indiqué que deux des 23 blessés avaient «succombé» à leurs blessures dans la nuit.

Sept personnes — deux Marocains, deux Français, deux Canadiens et un Néerlandais — tuées dans l'attentat ont été identifiées, a indiqué la MAP citant le ministère de l'Intérieur. Rabat avait fait état jeudi de 11 étrangers tués.

«Toutes les pistes sont à explorer, y compris celle d'Al-Qaïda, et les investigations continuent», a déclaré hier Khalid Naciri, ministre marocain de la Communication et porte-parole du gouvernement.

La veille, le ministre avait stigmatisé «un acte terroriste». «Le Maroc est confronté aux mêmes menaces qu'en mai 2003», avait-il ajouté. Le 16 mai 2003, des attentats menés par des islamistes à Casablanca avaient tué 33 personnes ainsi que les 12 kamikazes impliqués.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), une organisation d'extrémistes islamistes, est active dans la région —Algérie, Mali, Niger et Mauritanie — et détient quatre Français, enlevés au Niger.

Justice et bienfaisance, l'un des plus importants mouvements islamistes au Maroc, interdit mais toléré par les autorités, a condamné un «acte barbare quels qu'en soient les responsables», réaffirmant son rejet de toute forme de violence. «Nous appelons à ce que les atteintes aux droits de l'Homme qui ont suivi les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca ne se reproduisent pas», a-t-il ajouté.

Après l'attentat de Marrakech sur la célèbre place Jamaâ El-Fna, les forces de sécurité marocaines se sont déployées dans le pays et des barrages ont été dressés à l'entrée des grandes villes du pays.

Le ministre Naciri a également affirmé que le processus de réformes politiques en cours ne serait pas remis en cause.

Le 9 mars, le roi Mohammed VI avait annoncé des réformes constitutionnelles visant notamment à renforcer l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs, en réponse à des manifestations pacifiques de jeunes revendiquant des changements politiques profonds.

Jeudi, le roi avait promptement réagi en exigeant une enquête rapide sur l'attentat le plus meurtrier dans ce royaume d'Afrique du Nord depuis les attaques islamistes de Casablanca.

Le ministre de l'Intérieur Taïb Cherkaoui qui s'est rendu sur les lieux, le café Argana au centre de la cité historique, première destination des visiteurs étrangers au Maroc, avait annoncé l'ouverture d'une enquête «avec l'aide des pays amis et voisins». Il s'était refusé à confirmer la thèse d'un attentat-kamikaze, reprise par la presse marocaine.

Une délégation de dix policiers français de la brigade antiterroriste et scientifique était attendue à Marrakech. Selon une source diplomatique française à Rabat, ils «auront pour tâche d'assister les autorités marocaines dans la recherche de l'identité des victimes».

Au moins six Français ont péri et dix ont été blessés selon une source gouvernementale française, mais le Quai d'Orsay s'est cependant refusé à confirmer tout bilan des victimes françaises, dans l'attente de vérifications.

L'organisation policière internationale Interpol a offert son aide pour participer à l'identification des victimes.

Selon les Pays-Bas, un de leurs ressortissants a été tué et deux ont été grièvement blessés.

Selon la presse israélienne, une Israélienne de 30 ans a été tuée ainsi que son mari d'origine marocaine.

Le Conseil de sécurité de l'ONU et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, Paris, Madrid, Washington, Dakar et Libreville ont condamné cette attaque «terroriste», tout comme la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton, et le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Hier vendredi sur la terrasse du café Argana, à l'étage où a eu lieu l'explosion, les vitres ont été brisées, le mobilier est sens dessus dessous, les tonnelles se sont effondrées.

«On s'est assis et ça a explosé», a raconté, encore sonnée, Nathalie, une victime française, sur son lit d'hôpital.